

2025

Monsieur Alexandre GUIGUE

Né le 08 octobre 1978 à Hemel-Hempstead (Hertfordshire, Royaume-Uni)

Adresse : 13F, rue de l'Avenir, 74100 VILLE-LA-GRAND

Téléphone : 06 79 11 25 37

alexandre.guigue@univ-smb.fr

Nationalités : française et britannique

- **Professeur de droit public** (CNU 02) à la Faculté de Droit de l'Université Savoie Mont Blanc (depuis le 1^{er} septembre 2022)
- **Chargé d'enseignement** – Faculté de Traduction et d'Interprétation de l'Université de Genève (depuis le 1^{er} août 2010)
- **Spécialités académiques** : finances publiques, droit constitutionnel.

FORMATION, TITRES ET GRADES UNIVERSITAIRES

2021 : Lauréat de la PEDR 2021 (sur avis du CNU), 2021-2025.

2021 : Maîtrise universitaire en traduction spécialisée, mention traduction juridique et institutionnelle (EN-FR), Université de Genève.

2020 : Qualification aux fonctions de professeur par le CNU (section 02, droit public)

2020 : Promotion au grade de maître de conférences hors classe par le CNU (section 02, droit public)

2017 : Habilitation à diriger des recherches, « Le budget et la constitution du Royaume-Uni », soutenue le 24 novembre 2017 à l'Université Savoie Mont Blanc.

Jury : D. Bailleul (garant d'HDR), X. Cabannes, C. Chamard-Heim, H. Oberdorff (Président), G. Orsoni.

2006 : Qualification aux fonctions de Maître de conférences en droit public (CNU 02)

2005 : Doctorat de droit public (*mention Très honorable avec les félicitations du Jury*)

Thèse : « *Les origines et l'évolution du vote du budget de l'État en France et en Angleterre* », soutenue le 9 décembre 2005 à l'Université de Savoie.

Jury : E. Douat, G. Gondouin (dir.), J. Molinier, E. Oliva (Président), L. Saïdj, M.-R. Tercinet

2001 : DEA de droit public fondamental, Université Pierre Mendès France, Grenoble 2 et Université de Savoie, mention bien

2000 : Maîtrise de droit public, Université de Savoie, mention bien

1999 : Licence en droit, Université de Savoie, mention assez-bien

1988 : DEUG de droit, Université de Savoie, mention assez-bien

Langues : français, anglais, notions de portugais

ACTIVITÉS COLLECTIVES ET INDIVIDUELLES DE RECHERCHE

PUBLICATIONS

1. Ouvrage

Les finances publiques du Royaume-Uni, Bruxelles, Bruylant, coll. Finances publiques, 2020, 518 p.

2. Direction d'ouvrage

Les finances publiques des pays anglo-saxons, Approche historique et juridique, Paris, Mare & Martin, coll. Droit & gestions publiques, 2024, 349 p.

Recension par X. Cabannes, Compte-rendu d'ouvrage, *RFFP*, n° 167, 2024, p. 267.

3. Co-direction de dossiers, numéros spéciaux de revues et d'actes de colloque (6)

A. Guigue, F. Prieto Ramos et M.-H. Girard, *L'interprétation du droit. Réflexions croisées entre juristes et traducteurs*, *Jurisprudence – Revue critique*, Presses Universitaires Savoie Mont Blanc, Lextenso diffusion, 2024, 177 p.

A. Guigue, F. Martucci (dir.), Le Brexit et les finances publiques, Dossier, *RFFP*, n° 151, 2020, p. 107 et s. (**actes de colloque du 29 novembre 2019, Chambéry**)

A. Guigue, V. Forray, S. Pimont (dir.), *Théories du droit, Théories de la justice : rupture ou dialogue ?*, *Jurisprudence – Revue critique*, Université de Savoie, Lextenso diffusion, 2012

A. Guigue, V. Forray, S. Pimont (dir.), *Le genre : une question de droit*, *Jurisprudence – Revue critique*, Université de Savoie, Lextenso diffusion, 2011

A. Guigue, J.-F. Joye (dir.) *Le principe de sincérité en finances publiques*, Dossier, *RFFP*, n° 111, 2010 (**actes de colloque du 5 fév. 2010, Chambéry**)

Avec V. Forray et S. Pimont, *L'enseignement du droit au début du XX^e siècle, perspectives critiques*, *Jurisprudence – Revue critique*, Université de Savoie, Lextenso diffusion, 2010

3. Articles dans des revues (20 dont 8 soumis à comité de lecture), hors actes de colloque

« *Political Landscape and Constitutional Challenges in France 2024* », *Comparative Law Journal of the Pacific / Journal de droit comparé du Pacifique*, Wellington, vol. 31, 2024, p. 1-14.

« Le contrôle des lois financières au Royaume-Uni : un contre-exemple », *Titre VII – Les Cahiers du Conseil constitutionnel*, Le contrôle de constitutionnalité des lois financières, Hors-série, juillet 2024, <https://www.conseil-constitutionnel.fr/publications/titre-vii/le-controle-des-lois-financieres-au-royaume-uni-un-contre-exemple> (**soumis à comité de lecture**)

« L'enseignement de la fiscalité et du droit fiscal au Royaume-Uni », *REIDF*, n° 1, 2023, p. 55-61. (**soumis à comité de lecture**)

« Le financement public de la recherche au Royaume-Uni », *RFFP*, n° 160, 2022, p. 43-61.

« Les finances du *National Health Service* au Royaume-Uni », *Revue de droit social*, n° 11, 2022, pp. 920-927. (**soumis à comité de lecture**)

« Le Royaume-Uni : entre sortie de la pandémie et bouleversement des finances locales », *RFFP*, n° 159, 2022, p. 187-200.

« Covid-19 et les finances publiques britanniques », *RFFP*, n° 154, 2021, p. 69-76.

« Le Covid-19 et les finances publiques au Royaume-Uni », *Revue générale du droit* on line, 6 juillet 2020, numéro 52713, <https://www.revuegeneraledudroit.eu/blog/2020/07/06/le-covid-19-et-les-finances-publiques-au-royaume-uni/>

« Le Brexit et les autorités dévolues », *RFDA*, n° 3, 2020, pp. 415-420. **(soumis à comité de lecture)**

« La discipline budgétaire au Royaume-Uni : une alternative au modèle européen », *Politeia*, n° 35, 2019, pp. 217-226.

« Le Brexit : une question de droit constitutionnel », *RQDI (Revue québécoise de droit international)*, 2019, Hors-série – Novembre 2018. <https://www.sqdi.org/fr/le-brexit-une-question-de-droit-constitutionnel/>

Avec J. Germain, « Des expériences étrangères d'imposition du revenu : l'*Income tax* et l'*Einkommensteuer* », *RFFP*, n°140, 2017, p. 173-184.

« L'identité constitutionnelle du Royaume-Uni et le droit de l'Union européenne dans la jurisprudence constitutionnelle du Royaume-Uni », *RDP*, n°2, 2016, p. 597-621. **(soumis à comité de lecture)**

« L'autonomie fiscale de la Polynésie française », *Comparative Law Journal of the Pacific / Journal de droit comparé du Pacifique*, Special Issue XVIII, *Regards sur la fiscalité dans le Pacifique sud-Issues on Taxation in the South Arctic*, Wellington, 2015, p. 25-38. **(soumis à comité de lecture)**

Avec F. Mear, « La limitation des déficits publics et des endettements publics au Royaume-Uni », in *Regards croisés sur la « règle d'or » des finances publiques des États européens*, *GFP*, n° 1/2, 2015, p. 28-29.

Avec F. Mear, "A critical debate on the budgetary framework of the United", in A. Baudu et M. Lascombe (dir.), *"Europe's Golden Rule of Public Finances: Its Impact on National Budget Systems"*, *GFP*, n° spécial, 2014, p. 33-38.

Avec F. Bérroujon, « Le régime juridique des ordres de recettes émis par l'ordonnateur à la suite d'une décision de justice », *RFFP*, n°121, 2013, p. 201-210. **(soumis à comité de lecture)**

« La jurisprudence de John Austin, A propos de *The Province of Jurisprudence Determined* et *The Uses of the Study of Jurisprudence* », *Jurisprudence - Revue Critique*, Université de Savoie, Lextenso diffuseur, 2010, p. 277-292. **(soumis à comité de lecture)**

« Quel modèle d'opposition pour la France ? », *Politeia*, n° 16, 2009, p. 287-300.

« Autour des méthodes positivistes », *Droit prospectif : Revue de la Recherche Juridique*, n° 114, 2006--3, p. 1175 à 1192.

4. Participation à des ouvrages collectifs (10)

« Introduction : Du modèle de Westminster aux systèmes financiers publics anglo-saxons » et « conclusion », in A. Guigue dir., *Les finances publiques des pays anglo-saxons, Approche historique et juridique*, Paris, Mare & Martin, coll. *Droit & gestions publiques*, 2024, p. 21-27 et p. 323-325.

« La légitimité de la décision financière publique au Royaume-Uni. Réflexions sur le principe de la souveraineté du Parlement », in C. Husson-Rochcongar (dir.), *La légitimité en finances publiques*, Paris, Mare et Martin, coll. *Droit et gestions publiques*, 2022, pp. 599-613.

« Les traductions « éditées » dans l'histoire de la pensée juridique », in B. Banoun, I. Poulin & Y. Chevrel (dir.), *Histoire des traductions en langue française. XX^e siècle*, Paris, Lagrasse, Verdier, 2019, pp. 1487-1500. **(soumis à comité de lecture)**

« Les finances publiques en Polynésie française », in J. Bénateau (dir.), *Les finances publiques en Océanie. Australie, Nouvelle-Zélande, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis-et-Futuna*, PUAM, coll. Droit d'outre-mer, 2018, p. 113-138.

« Le modèle budgétaire anglo-saxon. Partie 1 : La réception de l'héritage budgétaire britannique dans les autres pays anglo-saxons », in J.-L. Albert, S. de Cacqueray, T. Lambert, C. Viessant (dir.), *De l'esprit de réforme et de quelques fondamentaux, Mélanges en l'honneur du Professeur Gilbert Orsoni*, Aix-Marseille, PUAM, 2018, p. 209-227.

« L'instrumentalisation du référendum en matière fiscale au Royaume-Uni », in X. Cabannes et J.-F. Boudet (dir.), *Les finances publiques citoyennes*, (dir.) Paris, Lextenso, 2017, p. 267-272.

« La possibilité de l'étude comparée en droit budgétaire », *Mélanges en l'honneur du Professeur Joël Molinier, Liber amicorum*, (dir. N. De Grove-Valdeyron, M. Blanquet, V. Dussart), LGDJ, Lextenso éditions, 2012, p. 311-324.

« Les mesures fiscales incitatives au développement des installations solaires », in D. Bailleul (dir.), *L'énergie solaire, Aspects juridiques*, Université de Savoie, Lextenso, 2010, p. 75-96.

« L'Irlande », in G. Orsoni (dir.), *Les finances publiques en Europe*, Paris, Economica, 2007, p. 235-241.

« Royaume-Uni », in G. Orsoni (dir.), *Les finances publiques en Europe*, Paris, Economica, 2007, p. 401-429.

5. Articles issus de communications lors de colloques (23 dont 4 soumis à comité de lecture)

« L'expertise financière et l'autonomie du Parlement britannique dans l'exercice de ses missions », *RFFP*, n°168, 2024, p. 107-118.

« Le recours au principe de continuité de la vie nationale par le Conseil constitutionnel lors du contrôle des projets de loi de finances », *GFP*, n°5, 2023, p. 20-26. **(soumis à comité de lecture)**

« Le pouvoir financier au Royaume-Uni », *RFFP*, n° 164, 2023, p. 165-176.

« Le financement de la transition écologique au Royaume-Uni », *RFFP*, n° 163, 2023, p. 159-169.

« L'asymétrie des finances locales au Royaume-Uni », *RFFP*, n° 162, 2023, p. 37-47.

« La dimension culturelle du langage juridique. Brèves réflexions théoriques et pratiques », in F. Serrano (dir.), *Analyser et traduire les concepts juridiques dans leurs cultures en Europe*, Chambéry, Presses Universitaires Savoie Mont Blanc, 2022, pp. 175-191.

« Crise(s) et finances publiques au Royaume-Uni », *GFP*, n°4, 2021, p. 101-108. **(soumis à comité de lecture)**

« Le Royaume-Uni face à la crise financière : une originalité ? », *GFP*, n°3, 2021, p. 56-63.

« Le concept britannique de souveraineté : un modèle transposable ? », *RFFP*, n° 155, 2021, p. 101-112.

« Les amendements budgétaires au Royaume-Uni », *Politeia*, n° 38, décembre, 2020, pp. 323-332.

Avec F. Martucci, « Introduction, Le Brexit et les finances publiques », *RFFP*, n° 151, 2020, p. 107 et s.

« Vers une constitution écrite pour le Royaume-Uni ? », in D. Guénette, P. Taillon et M. Verdussen (dir.), *La révision constitutionnelle dans tous ses états*, Montréal, Thomson Reuters, 2020, pp- 575-596. **(soumis à comité de relecture)**

« Le droit d'amendement des parlementaires britanniques lors de la discussion des lois financières », in L. Ayrault, J. Benetti, M. Conan (dir.), *Les premières lois financières de la présidence Macron*, Paris, IRJS Editions, Tome 104, 2019, pp. 177-192.

« La régulation de la dévolution par les finances publiques au Royaume-Uni », in G. J. Guglielmi (dir.), *De l'autonomie au séparatisme. Compétences, financements et citoyennetés dans les collectivités locales*, Paris, Berger-Levrault, Au fil du débat, 2017, pp. 169-182.

« La politique d'austérité et les finances locales au Royaume-Uni », in G. Gourgues et M. Houser (dir.), *La nouvelle ère des finances locales, Une approche comparative et pluridisciplinaire*, Paris, L'Harmattan, 2017, chapitre 3, p. 131-156.

« L'enseignement et la recherche en finances publiques dans les pays anglo-saxons », *RFFP*, 2016, n°133, p. 61-70.

« Les pouvoirs budgétaires des Parlements français et britannique pendant la Grande Guerre », in F. Descamps et L. Quennouëlle-Corre (dir.), *Finances publiques en temps de guerre. Déstabilisation et recomposition des pouvoirs*, Paris, IGPDE/Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2016, p. 49-72.

« Le droit constitutionnel des collectivités territoriales au Royaume-Uni : *devolution* et *local government* », in G. J. Guglielmi et J. Martin (dir.), *Le droit constitutionnel des collectivités territoriales, Aspects de droit comparé*, 2015, Paris, Berger-Levrault, Au fil du débat, p. 97-114.

« Prendre la langue au sérieux dans l'enseignement du droit, A propos d'une expérience chambérienne », in R. Sefton-Green (dir.), *Démoulages : Du carcan de l'enseignement du droit vers une éducation juridique*, Paris, Société de Législation Comparée, coll. UMR de Droit comparé de Paris, vol. 28, 2015, p. 192-202.

« La « Constitution financière » du Royaume-Uni », in A. Antoine (dir.), *Le droit public britannique : état des lieux et perspectives*, Paris, Société de Législation Comparée, coll. Colloques, vol. 27, 2015, p. 121-142.

« La formalisation de l'Europe par l'enseignement du droit constitutionnel en France », *Jurisprudence - Revue Critique*, Université Savoie Mont Blanc, Lextenso diffuseur, 2014-2015, p. 137-145. **(soumis à comité de lecture)**

« Les conditions juridiques du casting présidentiel », in J. Arlettaz et S. Nicod (dir.), *Le cadre juridique de la campagne présidentielle*, Paris, L'harmattan, Questions contemporaines, 2012, p. 19-46.

« Du besoin à l'obligation de sincérité », *RFFP*, n° 111, 2010, p. 27-36.

6. Entrées dans des dictionnaires - encyclopédies juridiques (5)

Avec Ruth Sefton-Green, « Royaume-Uni : Angleterre et pays de Galles. Introduction générale au système juridique », Jurisclasseur *Droit comparé*, Fascicule 10, LexisNexis, 2021, 18 p.

« Les finances publiques du Royaume-Uni », in G. Orsoni (dir.), *Dictionnaire Encyclopédique de Finances publiques*, Paris, Economica, 2^e éd., 2017, p. 459-463.

« L'autonomie financière des autorités dévolues au Royaume-Uni », in G. Orsoni (dir.), *Dictionnaire Encyclopédique de Finances publiques*, Paris, Economica, 2^e éd., 2017, p. 59-61.

« Dévolution (Royaume-Uni) - Approche juridique », in N. Kada, R. Pasquier, C. Courtecuisse, V. Aubelle (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de la décentralisation*, Paris, Berger-Levrault, 2017, p. 424-427.

Avec Ruth Sefton-Green, « Royaume-Uni : Angleterre et pays de Galles. Introduction générale au système juridique », Jurisclasseur *Droit comparé*, Fascicule 10, LexisNexis, 2015, 37 p.

7. Notes de jurisprudence (9)

« L'administration ne doit pas jouer à cache-cache avec le contribuable », *Rev. Jurisp. ALYODA*, n°1, 2013.

« Le contrôle des pièces justificatives d'une dépense publique : régularité ne rime pas avec légalité », note sous CE, 8 févr. 2012, n°340698 et 342825, Min. Budget, *JCP A.*, n° 12, 2012, 2084.

« L'égalité devant les charges publiques en Polynésie française », note sous CE, 30 juin 2010, n°336927, Mme Masson, *in* Chronique de Jurisprudence fiscale relative à la Polynésie française (dir. X. Cabannes), *Comparative Law Journal of the Pacific / Journal de droit comparé du Pacifique*, Wellington, vol. 17, 2011, p. 112-115.

« La répercussion sur un locataire de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères n'est pas automatique », note sous CE, 8 oct. 2010, n° 316723, *JCP A.*, n° 51-52, 2010, 2375.

« L'office du juge de l'impôt et l'évaluation de la valeur locative en matière de taxe professionnelle », note sous CE, 30 juillet 2010, n°307961. *Dr. fisc.* n° 46, 2010, 557.

« La gratuité d'un parking est sans incidence sur la détermination par comparaison de sa valeur locative au sens de l'article 1498 CGI », note sous CE, 2 juin 2010, n°318154, *Dr. fisc.* n° 40, 2010, 517 ; *La Revue Fiscale Notariale*, n° 11, 2010, comm. 97.

« La créance virtuelle constitutive de bien au sens de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme : de l'espérance légitime au désespoir du créancier », note sous CE, 2 juin 2010, n°318014, *Fondation de France*, *JCP A.*, n° 39-40, 2010, 2287.

« La disposition du parc de stationnement, du mail et des locaux techniques d'un centre commercial au sens de l'article 1467 CGI », note sous TA Lyon, 4e ch., 26 jan. 2010, *Dr. fisc.* n° 28, 2010, 415.

« Les questions engendrées par une convention d'occupation privative du domaine public conclue pour une durée indéterminée », note sous CE, 5 février 2009, n°305021, *Assoc. SCA*, *JCP A.*, n° 18, 2009, 2104.

8. Publications électroniques (blogs, lettres, sites internet) (20)

« Une loi de finances pour 2025, Enfin ! », Le Club des Juristes, 12 février 2025, <https://www.leclubdesjuristes.com/economie/une-loi-de-finances-pour-2025-enfin-9235/>

« La loi de finances spéciale permettra-t-elle d'assurer la continuité de l'État ? », The Conversation, 16 décembre 2024, <https://theconversation.com/la-loi-de-finances-speciale-permettra-t-elle-d-assurer-la-continuite-de-letat-245950>

« Budget 2025 : qu'est-ce que la loi spéciale annoncée par Emmanuel Macron ? », Le Club des Juristes, 9 décembre 2024, mis à jour le 11 décembre 2024, <https://www.leclubdesjuristes.com/economie/budget-2025-quest-ce-que-la-loi-speciale-annoncee-par-emmanuel-macron-8311/>

« Le premier budget travailliste depuis 15 ans : entre rupture et prudence », Observatoire du Brexit, Groupe de recherche sur le Royaume-Uni et l'Union européenne post-Brexit, 15 novembre 2024, <https://brexit.hypotheses.org/8246>

« La perspective d'un blocage budgétaire en France », Blog JusPoliticum, 8 juillet 2024, <https://blog.juspoliticum.com/2024/07/08/la-perspective-dun-blocage-budgetaire-en-france-par-alexandre-guigue/>

« La politique environnementale du gouvernement britannique : le pas en arrière », Observatoire du Brexit, Groupe de recherche sur le Royaume-Uni et l'Union européenne post-Brexit, 12 janvier 2024, <https://brexit.hypotheses.org/7331>

« L'impossibilité pour l'Écosse d'organiser unilatéralement un référendum consultatif portant sur son indépendance », Le Club des Juristes, 29 novembre 2022, <https://blog.leclubdesjuristes.com/limpossibilite-pour-lecosse-dorganiser-unilateralement-un-referendum-consultatif-portant-sur-son-independance-par-alexandre-guigue/>

« Les résultats des élections écossaises du 6 mai 2021 et la longue marche vers l'indépendance », Le Club des Juristes, 27 mai 2021, <https://www.leclubdesjuristes.com/brexit/les-resultats-des-elections-ecossaises-du-6-mai-2021-et-la-longue-marche-vers-lindependance/>

« L'indépendance écossaise après les élections du 6 mai 2021 : si loin, si proche », *Observatoire du Brexit*, A. Antoine (dir.), 17 mai 2021, <https://brexit.hypotheses.org/5194>

« Les élections du 6 mai 2021 en Écosse : une étape vers l'indépendance « ? », *Observatoire du Brexit*, A. Antoine (dir.), 3 mai 2021, <https://brexit.hypotheses.org/5177>

« Le risque de désunion du Royaume-Uni », *Le Club des Juristes*, 26 février 2021, <https://www.leclubdesjuristes.com/brexit/le-risque-de-desunion-du-royaume-uni/>

« Le Covid-19 et les finances publiques au Royaume-Uni », *La Lettre*, SFFP, n°8, juin 2020, pp. 30-33.

« L'intervention du Speaker dans les débats portant sur le Brexit : de la sélection des amendements à l'interdiction des votes répétés sur une question identique à la Chambre des Communes », *Blog JusPoliticum*, 15 avril 2019, <http://blog.juspoliticum.com/2019/04/15/lintervention-du-speaker-dans-les-debats-portant-sur-le-brexit-de-la-selection-des-amendements-a-linterdiction-des-votes-repetes-sur-une-question-identique-a-la-chambre-des-c/>

« Droit budgétaire britannique : le Parlement ne peut pas juridiquement contraindre le gouvernement à organiser un nouveau référendum sur le Brexit », *Le Blog Gestion & Finances Publiques*, M. Le Clainche (dir.), mars 2019, <https://gestionfinancespubliques.info/brexit-le-parlement-ne-peut-juridiquement-imposer-un-referendum/>

« L'interdiction de soumettre deux fois la même question au Parlement britannique au cours d'une même session parlementaire. À propos de la déclaration du *Speaker* Bercow mettant en garde le gouvernement de Theresa May (18 mars 2019) », *Observatoire du Brexit*, A. Antoine (dir.), 21 mars 2019, <https://brexit.hypotheses.org/3562>

« Le Parlement de Westminster peut-il imposer au gouvernement une loi organisant un second référendum sur le Brexit ? », *Observatoire du Brexit*, A. Antoine (dir.), 29 janvier 2019, <https://brexit.hypotheses.org/3489>

Avec Corinne Delon Desmoulin, « Le Brexit et les finances publiques », *Observatoire du Brexit*, A. Antoine (dir.), 7 mars 2018, <https://brexit.hypotheses.org/1289>

Avec Corinne Delon Desmoulin, « Le Royaume-Uni, le Brexit et les finances publiques européennes », *La Lettre*, SFFP, n°1, février 2018, pp. 10-11.

« L'autonomie locale au Danemark », *Observatory of Local Autonomy*, 2009, 32 p. <http://www.ola-europe.com/presentation-des-etats/Danemark>.

« La part de science dans le régime politique de la V^{ème} République », *VII^e Congrès de droit constitutionnel*, AFDC, <http://www.droitconstitutionnel.org/>, Paris, 25-27 septembre 2008

9. Traductions (9)

D. Eiser, « Le système des finances dévolues en Écosse » (*The devolved public finance framework in Scotland*), trad. A. Guigue, révision par V. Sauron, in A. Guigue dir., *Les finances publiques des pays anglo-saxons, Approche historique et juridique*, Paris, Mare & Martin, coll. Droit & gestions publiques, 2024, p. 187-206.

W. Bateman, « La dette souveraine, les banques centrales et le droit des finances publiques dans la tradition de Westminster » (*Sovereign credit, central banks and public finance law in the Westminster tradition*), trad. A. Guigue, révision par M.-C. Aureille-Attanasio, in A. Guigue dir., *Les finances publiques des pays anglo-saxons, Approche historique et juridique*, Paris, Mare & Martin, coll. Droit & gestions publiques, 2024, p. 35-51.

M. Elliott, « La Cour constitutionnelle britannique pourrait-elle écarter le projet de loi sur le Rwanda en raison de son inconstitutionnalité ? » (*Could the Supreme Court reject the Rwanda Bill as unconstitutional?*), *Blog Public Law for Everyone*, 11 décembre 2023, <https://publiclawforeveryone.com/2023/12/11/could-the-supreme-court-reject-the-rwanda-bill-as-unconstitutional/>, présentation et traduction A. Guigue, révision V. Sauron, *Blog de Jus Politicum*, 27 décembre 2023, <https://blog.juspoliticum.com/2023/12/27/la-cour-constitutionnelle-britannique-pourrait-elle-ecarter-le-projet-de-loi-sur-le-rwanda-en-raison-de-son-inconstitutionnalite-par-mark-elliott-trad-a-guigue-v-sauron/>

R. Chote, « Le Bureau pour la responsabilité budgétaire, le Brexit et les finances publiques » (*The OBR, Brexit and the public finances*), trad. A. Guigue, révision par M.-C. Aureille-Attanasio, *RFFP*, n° 151, 2020, p. 107 et s.

D. Baranger, « Un chantier qui ne prend jamais fin. Le juge, les révisions, et les autres formes de changement constitutionnel dans la France contemporaine », (*The Language of Eternity: Judicial Review of the Amending Power in France (or the Absence Thereof)*, *Israel Law Review*, vol. 44, 2011, p. 389-428), trad. A. Guigue et V. Sauron, *Jus Politicum*, n°18, 2017.

<http://juspoliticum.com/article/Un-chantier-qui-ne-prend-jamais-fin-Le-juge-les-revisions-et-les-autres-formes-de-changement-constitutionnel-dans-la-France-contemporaine-1186.html>

V. Bogdanor, « La nouvelle constitution britannique. Vers une constitution écrite ? (*Towards A Written Constitution?*) », in *The New British Constitution*, Oxford, Hart Publishing, 2009, chap. 9, p. 215-231), trad. A. Guigue avec la collaboration de V. Sauron, *Jus Politicum*, n°17, 2017. <http://juspoliticum.com/article/La-nouvelle-constitution-britannique-Vers-une-constitution-ecrite-1144.html>

J. Suk, « Le droit pénal s'invite à la maison », (*Criminal Law Comes Home, in J. Suk, At Home in the Law, How the Domestic Violence Revolution is Transforming Privacy*, Yale University Press, 2009, chap. 2, pp. 35-54) trad. A. Guigue, *Jurisprudence - Revue Critique*, Université de Savoie, Lextenso diffuseur, 2011, p. 75-95.

D. Kennedy, « Une alternative phénoménologique de gauche à la théorie de Hart / Kelsen de l'interprétation juridique », (*A left phenomenological alternative to the Hart / Kelsen theory of legal interpretation*), trad. A. Guigue et V. Forray, *Jurisprudence - Revue Critique*, 2010, Université de Savoie, Lextenso diffuseur, p. 19-32.

P. Brun, « *French civil liability law* », (Le droit de la responsabilité civile français), trad. A. Guigue, in H. Koziol, B.C. Steininger (dir.), *European tort law 2002*, Vienne, New York, Springer, 2003, 23 p.

COLLOQUES, CONFÉRENCES, INTERVIEWS

Direction scientifique et organisation de colloques et séminaires (10)

« La disparité et la perturbation des normes en situation transfrontalière », colloque organisé par le Centre de recherche en droit Antoine Favre et le Laboratoire Lettres, Langues, Littératures, Sociétés, Études Transfrontalières et Internationales (LLSETI), Université Savoie Mont Blanc, 25 novembre 2024 (avec A.-S. Nardelli-Malgrand)

« *Paving the way for European Universities* », colloque organisé par le Centre de recherche en droit Antoine Favre, la Faculté de droit, l'Université Savoie Mont Blanc et l'Alliance UNITA, Université Savoie Mont Blanc, Chambéry, 7-8 mars 2024 (avec D. Bouvier, B. Gagliardi, L.-M. Chauvel).

« *La singularité du(es) modèle(s)* », séminaire 3 du projet ANGLO, organisé par le Centre de recherche en droit Antoine Favre, la SFFP et la section de droit public financier de la SLC, Université Savoie Mont Blanc, Webinaire, 20 novembre 2020.

« *Le Brexit et les finances publiques* », colloque organisé par le Centre de recherche en droit Antoine Favre, la Société française de finances publiques, le Centre de droit européen de Paris II et l'Association françaises des études européennes (AFEE), Université Savoie Mont Blanc, Chambéry, 29 novembre 2019.

« *L'idée de modèle budgétaire anglo-saxon* », séminaire 2 du projet ANGLO, organisé par la SFFP, Université de Montpellier, 3 juillet 2019.

« *Le(s) modèle(s) budgétaire(s) anglo-saxon(s)* », séminaire 1 du projet ANGLO, organisé par le CDPPOC et la SFFP, Université Savoie Mont Blanc, Chambéry, 23 novembre 2018.

« *Théories du droit, théories de la justice – Rupture ou Dialogue ?* », colloque organisé par le Centre de théorie du droit et le CDPPOC, Université Paul Cézanne, Aix-en-Provence, 16 septembre 2011 (avec V. Forray, S. Pimont et F. Rouvière).

« *Le genre : une question de droit* », colloque organisé par le CDPPOC, le LLLS, le Centre René Demogue (Lille 2), le LAJP (Paris I), l'IUF et l'École de Droit de Sciences Po Paris, Université Paris I, Paris, 24 juin 2010 (avec V. Forray, G. Pignarre, S. Pimont).

« *Le principe de sincérité en finances publiques* », colloque organisé par le CDPPOC, la SFFP, la Fondafip, Université de Savoie, Chambéry, 5 février 2010, intervention sur le thème « Du besoin à l'obligation de sincérité » (avec J.-F. Joye).

« *L'enseignement du droit au début du XX^e siècle, perspectives critiques* », colloque organisé par le CDPPOC, Université de Savoie, Chambéry, 3 juillet 2009 (avec V. Forray, G. Pignarre, S. Pimont).

Co-organisation matérielle de colloques

« *Crise(s) et finances publiques* » (avec M. Leroy, X. Cabannes, M. Le Clainche, S. Ouhibi, S. Pugeault), colloque annuel de la SFFP, Université de Reims, 1^{er} et 2 juillet 2021.

« *Singularité(s) des finances de la défense et de la sécurité* » (avec R. Bourrel, X. Cabannes, M. Conan, E. Douat, A. Rosa, C. Viessant), colloque annuel de la SFFP, Université de Montpellier, 2 juillet 2019.

« *Données et chiffres des finances publiques* » (avec R. Bourrel, X. Cabannes, S. Kott, A. Pariente, A. Rosa, C. Viessant), colloque annuel de la SFFP, Université de Poitiers, 29 juin 2018.

« *Dix ans de droit des délégations de service public, Bilan et perspectives* », colloque organisé par le Centre de droit des Obligations et de la Consommation (CDCO), Université de Savoie, Chambéry, 28 mars 2003 (avec E. Delacour).

Interventions lors de colloques/Congrès/Séminaires (45 dont 32 publiés)

« La représentation internationale des nations du Royaume-Uni », intervention lors du colloque « La représentation internationale des collectivités infra-étatiques » (dir. L. Grard et V. Bertile), organisé par le Réseau Europe, Droit et Action publique (EDAP), le Centre de Recherche et de Documentation Européennes et Internationales (CRDEI) et le Centre d'Études et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et l'État (CERCCLE), Université de Bordeaux, 21 et 22 mai 2025.

« Le référendum d'indépendance en Écosse », intervention lors du colloque « Le référendum en France et au Royaume-Uni. Enjeux et perspectives contemporaines » (dir. A. Antoine et A. Lévi), organisé par la Chaire Droit public et politique comparés et l'Association des juristes franco-britannique, avec le soutien de la Société de législation comparée et de l'Association française de droit constitutionnel, Sénat, 7 avril 2025.

« La sanction de la sincérité en matière financière », intervention lors du colloque « Apparence et normativité en droit public » (dir. N. Le Peuvédic et A. Le Guen), organisé par l'École doctorale de droit public de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 14 mars 2025.

« Les règles de financement de la vie politique au Royaume-Uni », intervention lors du colloque « Les règles de financement de la vie politique. Où en sommes-nous ? Où allons-Nous ? » (dir. A. Baudu, X. Cabannes), organisé par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, Conseil constitutionnel, Paris, 22 janvier 2025.

« Introduction » (avec A.-S. Nardelli-Malgrand), « La disparité et la perturbation des normes en situation transfrontalière », colloque organisé par le Centre de recherche en droit Antoine Favre et le Laboratoire Lettres, Langues, Littératures, Sociétés, Études Transfrontalières et Internationales (LLSETI), Université Savoie Mont Blanc, 25 novembre 2024 (avec A.-S. Nardelli-Malgrand)

« La traduction juridique », intervention lors du séminaire « Traduction scientifique et IA, injonctions contradictoires ? » (dir. C. Husson-Rochcongar), organisé par la Direction de la Recherche de l'Institut National du Service Public, en visioconférence, 11 septembre 2024.

« Le modèle britannique dit de Westminster est-il encore d'actualité ? », intervention lors du colloque « Le Parlement et l'impôt » et participation à la table-ronde « Identité des situations ou différenciations du statut du Parlement : approches comparées (États-Unis, Suisse, Canada, Royaume-Uni, Chine) », organisé par le Centre d'Études Fiscales et Financières d'Aix-Marseille Université et le Département Sorbonne Fiscalité & Finances publiques de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, réseau Allix, Aix-en-Provence, 30-31 mai 2024.

« Le contrôle des prévisions macroéconomiques et budgétaires : quelques pistes de réflexion juridique pour renforcer la sincérité des lois de finances », intervention lors du colloque « Parlements européens et gouvernance économique » (dir. F. Allemand), organisé par la Chaire de recherche en études parlementaires, Université du Luxembourg, en visioconférence, 16 mai 2024.

“Creating a European Grouping of Economic Interest for the Alliance UNITA”, intervention lors du colloque *“A Blueprint for a European Degree Event”*, organisé par l'Alliance universitaire européenne CIVIS, l'Université Libre de Bruxelles et la Commission européenne, Bruxelles, 29 avril 2024.

Intervention lors de la table-ronde « Expertise financière et autonomie du Parlement dans l'exercice de ses missions » lors du colloque « Le financement des Parlements en France et à l'étranger : quelle autonomie ? », organisé par la Fondafip, avec le soutien de l'Assemblée nationale et de la Revue française de finances publiques, Assemblée nationale, Paris, 1^{er} février 2024.

« Le financement de la transition écologique au Royaume-Uni », intervention lors du colloque « Finances publiques et transition écologique » (dir. F. Bottini), organisé par la Fondafip, avec le soutien de La Banque Postale et la Revue française de finances publiques. La Banque Postale, 5 octobre 2023.

« Le recours au principe de la continuité de la vie nationale par le Conseil constitutionnel lors du contrôle des projets de loi de finances », intervention lors du séminaire « Le contrôle de constitutionnalité : des lois de finances et des lois de programmation de finances publiques » (dir. E. Douat), organisé par la Société française de finances publiques et le Centre de recherche et d'études administratives de Montpellier. Université de Montpellier, 28 avril 2023.

« Le partage de la décision en finances publiques au Royaume-Uni », intervention lors du colloque « Le pouvoir financier public : lieux de décision, lieux d'influence, lieux de rencontre » (dir. M.-C. Esclassan et M. Bouvier), organisé par Fondafip avec le soutien de l'Assemblée nationale et de la Revue française de finances publiques, Assemblée nationale, Paris, 17 novembre 2022.

« Les finances sociales face à la covid-19 : l'expérience du Royaume-Uni », intervention lors du colloque « Finances sociales et covid-19 » (dir. L. Levoyer), organisé par la Faculté de droit et de sciences sociales de l'Université de Poitiers, en partenariat avec la SFFP et Fondafip, Université de Poitiers, 13 et 14 octobre 2022.

« L'exemple britannique de finances locales », participation à la table ronde « Un nouveau modèle de finances locales ? », colloque « Les finances locales, 40 ans après les lois de décentralisation » (dir. A. Pariente), organisé par l'Institut Léon Duguit, en partenariat avec la SFFP et Fondafip, Université de Bordeaux, 1^{er} et 2 juin 2022.

« La légitimité de la décision financière publique au Royaume-Uni. Réflexion sur le principe de la souveraineté du Parlement », intervention en visioconférence lors du colloque « La légitimité en finances publiques » (dir. C. Husson), organisé par le Centre Universitaire de Recherches sur l'Action Publique et le Politique (CURAPP), Université d'Amiens, 23 et 24 septembre 2021.

« Une idée reçue peut-elle devenir réalité : le cas du fédéralisme financier au Royaume-Uni », intervention lors du colloque « Finances locales et mutations contemporaines de l'État » (dir. C. Husson et B. Ridard), organisé par le Centre Universitaire de Recherches sur l'Action Publique et le Politique (CURAPP) et la Fondation pour les finances publiques (FONDAFIP), Université d'Amiens, 6 et 7 septembre 2021.

« Crise(s) et finances publiques au Royaume-Uni », intervention lors du colloque « Crise(s) et finances publiques » (dir. M. Leroy), organisé par le Centre de Recherche Droit et Territoire (CRDT) et la Société française de finances publiques, Université de Reims, 1^{er} et 2 juillet 2021.

Le Royaume-Uni face à la crise financière : une originalité ? », intervention lors du colloque « Quoi qu'il en coûte ! », organisé par le Centre d'études fiscales et financières, Université Aix-Marseille, en visioconférence, 12 février 2020.

« Propos introductif », intervention lors du séminaire « *La singularité du(es) modèle(s)* », séminaire 3 du projet ANGLO, organisé par le Centre de recherche en droit Antoine Favre, la SFFP et la section de droit public financier de la SLC, Université Savoie Mont Blanc, Webinaire, 20 novembre 2020.

« Propos introductif », avec F. Martucci, intervention lors du colloque « *Le Brexit et les finances publiques* », organisé par le Centre de recherche en droit Antoine Favre et la SFFP. Université Savoie Mont Blanc, Chambéry, 29 novembre 2019.

« Le concept britannique de souveraineté : un modèle transposable ? », intervention lors du colloque « La souveraineté de l'État à l'épreuve de la financiarisation du droit », organisé par l'Institut de Recherches sur l'Évolution de la Nation Et de l'État (IRENEE), Université de Lorraine, Nancy, 18 octobre 2019.

« Les amendements budgétaires au Royaume-Uni », intervention lors du colloque « Les amendements budgétaires en droit comparé », organisé par l'Institut de Recherches sur l'Évolution de la Nation Et de l'État (IRENEE), Université de Lorraine. Metz, 14 juin 2019.

« La légitimité en finances publiques au Royaume-Uni. Réflexion sur le principe de la souveraineté du Parlement », intervention lors du séminaire « La légitimité en finances publiques (I). L'hypothèse de la légitimité organique : qui a le « dernier mot » en matière financière ? », organisé par le Centre Universitaire de Recherches sur l'Action Publique et le Politique (CURAPP), Université d'Amiens. Amiens, 13 décembre 2018.

« De l'héritage budgétaire britannique au(x) modèle(s) budgétaire(s) anglo-saxon (s) et présentation du projet ANGLO », intervention lors du séminaire « *Le(s) modèle(s) budgétaire(s) anglo-saxon(s)* », organisé par le Centre de recherche en droit privé et public des obligations et de la consommation et la Société française de finances publiques, Université Savoie Mont Blanc. Chambéry, 23 novembre 2018.

« La dimension culturelle du langage juridique : un défi pour le traducteur et le comparatiste » (nouvelle version), intervention lors de la Journée d'études « Questionnements juridiques dans les langues et cultures », organisée par le Laboratoire Langages, Littératures, Sociétés, Études Transfrontalières et Internationales (LLSETI), Université Savoie Mont Blanc, Chambéry, 16 novembre 2018.

« La discipline budgétaire au Royaume-Uni ou comment respecter les règles européennes sans y être tenu ? », intervention lors du colloque « Vers un gouvernement de l'Union économique et monétaire ? La réforme de la gouvernance de la zone euro entre automatisation des règles et parlementarisation des choix », organisé par l'Institut de Recherches sur l'Évolution de la Nation Et de l'État (IRENEE), Université de Lorraine, Metz, 5 octobre 2018.

« Vers la codification de la constitution britannique ? », intervention dans le panel 3 « La place de l'écrit, du non-écrit, des usages et des conventions dans la révision constitutionnelle », colloque « La modification constitutionnelle dans tous ses états », organisé par l'Université Catholique de Louvain et l'Université Laval. Académie royale de Belgique, Bruxelles, 18-20 avril 2018.

« L'exercice du droit d'amendement parlementaire au Royaume-Uni », intervention lors de la table ronde « L'exercice du droit d'amendement parlementaire en France, en Allemagne et au Royaume-Uni », colloque « Les premières lois financières de la présidence Macron », organisé par le Département Sorbonne Fiscalité & Finances publiques de l'Université Paris I et le Centre d'Études Fiscales et Financières d'Aix-Marseille Université, réseau Allix, Paris, 5-6 avril 2018.

« Le modèle État/collectivité territoriale du Royaume-Uni », intervention lors de la table ronde « Regards croisés sur les modèles relationnels État/collectivité territoriale au sein de l'Europe », colloque « L'autonomie financière des collectivités territoriales comme marqueur démocratique », organisé par le CNFPT et SFFP, Paris, 16-17 juin 2016.

« La régulation de la dévolution par les finances publiques au Royaume-Uni », intervention lors du colloque « De l'autonomie au séparatisme. Compétences, financements et citoyennetés » (dir. Gilles J. Guglielmi et J. Martin), organisé par le Master 2 Juriste Conseil des collectivités territoriales (université Paris II – Panthéon-Assas), Paris, 17 mars 2016.

« La politique d'austérité et les finances locales au Royaume-Uni », colloque « La nouvelle ère des finances locales : de quoi la rigueur est-elle le nom ? », Besançon, 3-4 mars 2016. Organisation : CRJFC (Centre de Recherches Juridiques de l'Université de Franche-Comté).

« Les pouvoirs budgétaires des Parlements français et britannique pendant la Grande Guerre », colloque « Finances publiques en temps de guerre. Déstabilisation et recomposition des pouvoirs », Paris-Bercy, 26-27 mars 2015. Organisation : Ministères économiques et financiers.

« L'enseignement et la recherche en finances publiques dans les pays anglo-saxons », colloque « Les finances publiques. Quelle place pour demain ? », Paris-Bercy, 15-16 janvier 2015. Organisation : Société française de finances publiques.

« La “constitution financière” du Royaume-Uni », colloque « Le droit public britannique, état des lieux et perspectives », Saint-Etienne 14 novembre 2014. Organisation : Université Jean-Monnet, CERCRID. Haut-patronages : British Embassy Paris et le Conseil d'État.

« Pour un enseignement critique du droit à travers la langue : comparaisons juridique et linguistique », colloque « Démoulages, du carcan de l'enseignement du droit vers une éducation juridique », Paris 27-28 juin 2014. Organisation : UMR de droit comparé de Paris I.

« Le droit constitutionnel des collectivités territoriales au Royaume-Uni : *devolution* et *local government* », colloque « Le droit constitutionnel des collectivités territoriales », Paris, 16 mai 2014. Organisation : Gilles J. Guglielmi et J. Martin. Master 2 Juriste Conseil des collectivités territoriales (université Paris II – Panthéon-Assas).

« La “règle d'or” des finances publiques au Royaume-Uni », colloque « La règle d'or des finances publiques en Europe : son impact dans les systèmes budgétaires nationaux », Lille 27-28 mars 2014. Organisation : Équipe de Recherche en droit public (université Lille 2), avec la Société française de Finances publiques, la Société de Législation Comparée et la Revue Gestion et Finances publiques.

« La dimension culturelle du langage juridique : un défi pour le traducteur et le comparatiste », 7^e atelier de Jurilinguistique, Jeux de mots : Traduire, Écrire. Penser le droit, Montréal, 30 août 2013, Université McGill.

« L'Europe par le biais de l'enseignement du droit constitutionnel en France », colloque « Phénomènes de formalisation du droit européen », Montréal, 20 février 2012. Organisation : Centre d'Excellence de l'Union Européenne (Université McGill).

« Les conditions juridiques du casting présidentiel », colloque « Plein champ sur la campagne présidentielle », 10 février 2012, Grenoble. Organisation : Centre de Recherches juridiques de Grenoble (CRJ - Université Pierre-Mendès France, Grenoble II) sous l'égide de l'Association française de Droit Constitutionnel (AFDC).

« *The Conseil d'État and legal realism* », colloque « *Franco-American Legal influences, Then & Now* », Harvard, 13 juin 2011. Organisation : Mahindra Humanities Center at Harvard, Ecole de Droit de Sciences Po Paris, Harvard Law School Institute for Global Law and Policy, Harvard Program on International Legal Studies, HLS Program on Law and Social Thought.

« Du besoin à l'obligation de sincérité », colloque « le principe de sincérité en finances publiques », Chambéry, 5 février 2010. Organisation : CDPPOC, SFFP et Fondafip.

« La part de science dans le régime politique de la V^{ème} République », *VII^e Congrès de droit constitutionnel de l'AFDC*, Paris, 26 septembre 2008. Organisation : AFDC.

« Méthodes jusnaturalistes, Méthodes positivistes », Journée d'études sur les méthodes de la doctrine organisée par le CDPPOC (Chambéry) et le CERCRID (Saint-Etienne), 8 juillet 2005.

Conférences (18)

« *Le Gender Recognition Bill* : un nouveau chapitre de la dévolution écossaise », midi-causerie du CEDAC, Centre d'études en droit administratif et constitutionnel (CEDAC) et Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité et la démocratie (CRIDAQ), Université Laval, Québec, 25 octobre 2024.

« Les enjeux entourant la perspective d'un nouveau référendum sur l'indépendance de l'Écosse », Chaire Jean Monnet, Université Laval, Québec, Canada, 24 octobre 2024.

« Le texte, les conventions et la pratique. Réflexions à propos de l'actualité constitutionnelle en France à l'automne 2024, séminaire de recherche, Pôle de recherche en sciences juridiques, politiques et sociales, Université Catholique de Lyon, Lyon, 26 septembre 2024.

« Les différentes hypothèses en vue de l'adoption de la loi de finances pour 2025 », Association des Maires d'Île-de-France (AMIF), par visioconférence, 10 septembre 2024.

« À propos de l'ouvrage « Les finances publiques des pays anglo-saxons. Approche historique et juridique », Centre d'Études et de Recherches Financières et Fiscales, Université Jean-Moulin Lyon 3, Lyon, 11 avril 2024.

« Un nouveau référendum sur l'indépendance de l'Écosse : de quel droit ? », Chaire Jean Monnet, Université Laval, Québec, Canada, 24 octobre 2022.

« *Le rôle des assemblées parlementaires en matière budgétaire : réflexion historique et comparée* », Groupe de recherche sur les affaires budgétaires, École Pratique des Hautes Études, 20 janvier 2022, Paris.

« *Introduction to Brexit* » et « *The consequences of Brexit* », Université de Turin, 26 et 27 avril 2021 (en visioconférence)

« *Brexit and the British Constitution* », Master *European and International Business Law*, Chambéry, 26 novembre 2020.

« *Brexit: from the 2016 referendum to the financial settlement* », Master *European and International Business Law*, Chambéry, 9 décembre 2019.

« *Introduction to comparative law* », Organisation des Nations unies, Genève, 12 septembre 2017.

« Le Brexit : une question de droit constitutionnel », Chaire Jean Monnet, Université Laval, Québec, Canada, 4 avril 2017.

« *What legal shield for the UK in the European context?* », Staff seminar, chaired by Ian Kelbey and organized by Gavin Dingwall, De Montfort University, Leicester, Royaume-Uni, 7 octobre 2015.

« La dimension culturelle du langage juridique : un défi pour le traducteur et le comparatiste », « Café Babel », université de Genève, 3 mars 2015.

« *Conflicts between EU law and French and UK law: a comparative analysis* ». Manchester Metropolitan University, Manchester, Royaume-Uni, 17 décembre 2014.

« *Recent developments in French constitutional law* », Staff seminar, Manchester Metropolitan University, Manchester, Royaume-Uni, 17 décembre 2014.

« Faut-il craindre la présidentialisation du régime de la V^{ème} République ? », *Amphis pour tous*, Chambéry, Thonon-les-Bains, Cran-Gevrier, 7, 15 et 16 octobre 2008.

« *Judge-made law in France* », Staff seminar, De Montfort University, Leicester, Royaume-Uni, 20 février 2008.

Présidence de séance et animation de tables rondes lors de colloques

Présidence de séance lors du panel 1 : l'Union européenne, une organisation internationale sui generis, 13^e édition de l'École d'automne sur l'Union européenne intitulée « L'UE, puissance numérique globale », Université Laval, Québec, Canada, 27 octobre 2024.

Présidence de la table ronde « *A legal entity for university alliances : what for?* » lors du colloque « *Paving the way for European Universities* », colloque organisé par le Centre de recherche en droit Antoine Favre, la Faculté de droit, l'Université Savoie Mont Blanc et l'Alliance UNITA, Université Savoie Mont Blanc, Chambéry, 7-8 mars 2024 (avec D. Bouvier, B. Gagliardi, L.-M. Chauvel).

Présidence de séance lors de la journée d'études organisée à l'occasion des « 50 ans de l'accord entre Genève et la France sur la rétrocession fiscale pour les travailleurs frontaliers », colloque organisé par le Global Studies Institute, Université de Genève, 23 mars 2023.

Présidence de séance lors du colloque « Le Brexit et les droits et les libertés » et animation d'un débat avec le public, colloque organisé par le Centre de Recherche Interdisciplinaire en Sciences de la Société (CRISS) et le laboratoire Biens, Normes, Contrats (LBNC), Université Polytechnique Hauts-de-France, Université d'Avignon, 27-28 mai 2021.

Introduction du colloque sur le « Le Brexit et les finances publiques », colloque organisé par le Centre de recherche en droit Antoine Favre, la Société française de Finances publiques, le Centre de droit européen de Paris II et l'Association françaises des études européennes (AFEE), Université Savoie Mont Blanc, Chambéry, 29 novembre 2019.

Présentation de la conférence du président Bernard Accoyer à l'occasion des 60 ans de la constitution du 4 octobre 1958 et animation d'un débat avec le public, Institut d'Administration des Entreprises, Université Savoie Mont Blanc, Annecy-le-Vieux, 11 octobre 2018.

Présidence de séance lors du colloque « *Transius conference 2015* », colloque organisé par le Centre d'études en traduction juridique et institutionnelle (Transius), en collaboration avec la *Multicultural Association of Law and Language* (MALL) et le *Universities Contact Group - IAMLADP* (UCG), Université de Genève, Genève, 24-26 juin 2015.

Animation de la table ronde sur « les violences domestiques » lors du colloque sur « Le genre : une question de droit », colloque organisé par le CDPPOC, le LLLS, le Centre René Demogue (Lille 2), le LAJP (Paris I), l'IUF et l'École de Droit de Sciences Po Paris, Université Paris I, Paris, 24 juin 2010.

Animation de la table ronde sur « l'enseignement et la pratique » lors du colloque sur « L'enseignement du droit au début du XX^e siècle, perspectives critiques », organisé par le CDPPOC, Université de Savoie, Chambéry, 3 juillet 2009.

Auditions par une institution publique

Audition par le Bureau du Cabinet du Royaume-Uni (*UK Cabinet Office*), entretien avec Edward Cavanagh sur l'avenir de la dévolution et les arrangements financiers entre le gouvernement central et les autorités locales (par visioconférence), 2 mars 2021.

Presses (écrite, radio et télévisuelle)

- Cité : « « Proposition farfelue », « procédé dangereux » : les failles de l'idée de référendum sur le budget de Bayrou », La Tribune, 6 mai 2025, <https://www.latribune.fr/economie/france/proposition-farfelue-procede-dangereux-les-failles-de-l-idee-de-referendum-sur-le-budget-de-bayrou-1024267.html>

- Cité : « Loi spéciale, solution immédiate, ennuis différés », Contexte, 12 décembre 2024, https://www.contexte.com/article/pouvoirs/loi-speciale-solution-immediate-ennuis-differes_212468.html

- Interview « Une France sans budget ? Le seul précédent dont nous disposons date de 1979 », Politico, 4 décembre 2024, - « Une France sans budget ? Le seul précédent dont nous disposons date de 1979 », interview pour Politico, <https://www.politico.eu/article/france-budget-michel-barnier-seul-precedent-gouvernement-sociale/>

- Cité : « Budget 2025 : la menace exagérée d'une crise financière en cas de censure », Sébastien Grob, Marianne, 2 décembre 2024, <https://www.marianne.net/economie/le-risque-dun-scenario-a-la-grecque-pour-eviter-la-censure-du-rn-la-menace-exageree-d-une-crise-financiere>

- Cité : « Sécurité sociale : quelles conséquences si le projet de loi de financement est rejeté ? », Guillaume Jacquot, Public Sénat, 29 novembre 2024, <https://www.publicsenat.fr/actualites/sante/securite-sociale-que-va-t-il-se-passer-si-le-projet-de-loi-de-financement-est-rejete>
- Cité : « Budget 2025 : quels scénarios pour l'exécutif en cas de blocage ? », Romain Brunet, 24, 4 octobre 2024, <https://www.france24.com/fr/france/20241010-budget-2025-de-la-france-quel-sc%C3%A9narios-pour-l-ex%C3%A9cutif-en-cas-de-blocage>
- Cité : « Michel Barnier à l'épreuve du budget », Déborah Berlioz, Réforme, 10 septembre 2024, <https://www.reforme.net/politique/michel-barnier-a-lepreuve-du-budget/>
- Interview « Budget 2025 : le risque d'un blocage institutionnel », couverture et page 8, Le Monde, 27 juillet 2024, https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/07/27/en-cas-de-blocage-budgetaire-durable-il-faudrait-un-retour-aux-urnes_6259112_823448.html
- Interview : « L'adoption d'un budget sans majorité à l'assemblée », partie infos, Radio TSF/JAZZ, 12 juillet 2024.
- Cité : « Budget 2025 : que se passerait-il si le Parlement ne parvenait pas à le voter ? », Maxime Gayraud, Le Parisien, 12 juillet 2024, <https://www.leparisien.fr/economie/budget-2025-que-se-passerait-il-si-le-parlement-ne-parvenait-pas-a-le-voter-12-07-2024-3623IHUEXNBA3FUC7EHKK6PNGQ.php>
- Cité : « Législatives 2024 : le vote du budget, un obstacle périlleux pour le futur gouvernement », Louis Faurent, La Croix, 9 juillet 2024, <https://www.la-croix.com/economie/legislatives-2024-le-vote-du-budget-un-obstacle-perilleux-pour-le-futur-gouvernement-20240708>
- Cité : « On est vraiment dans l'inconnu : le scénario d'une Assemblée incapable de voter le budget agite les constitutionnalistes », Guillaume Jacquot, Public Sénat, 4 juillet 2024, <https://www.publicsenat.fr/actualites/parlementaire/on-est-vraiment-dans-linconnu-le-scenario-dune-assemblee-incapable-de-voter-le-budget-agite-les-constitutionnalistes>
- Interview : « La décision du Conseil constitutionnel portant sur la réforme des retraites », invité du Journal, France Bleu Pays de Savoie, 14 avril 2023.
- Cité : « Royaume-Uni : le Premier ministre Rishi Sunak forme un gouvernement de rassemblement », RFI, 25 octobre 2022.
- Interview : « Le débat de l'entre-deux tours entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen », invité du Journal et rubrique « 3 questions à... », RCF, 20 avril 2022.
- Interview : « Le résultat des élections départementales et régionales », invité du Journal et rubrique « 3 questions à... », RCF, 21 juin 2021.
- Interview : « Le pass sanitaire », invité du Journal et rubrique « 3 questions à... », RCF, 7 mai 2021.
- « Interview : La condamnation de Nicolas Sarkozy pour corruption et ses conséquences politiques », Journal, RCF, 2 mars 2021.
- Interview : « L'accord sur la relation future entre le Royaume-Uni et l'Union européenne », Journal, RCF, 7 janvier 2021.
- Interview : « L'entrée en vigueur de l'accord sur la relation future entre le Royaume-Uni et l'Union européenne depuis le 1^{er} janvier 2021 », Invité de la rédaction, Radio J, 3 janvier 2021.
- Interview : « Les conséquences pour l'UE face au spectre du « no deal », La Matinale, Radio J, 15 décembre 2020.
- Interview : « Deal ou no deal : où en sont l'UE et le Royaume-Uni ? », invité du Journal, RCF, 15 décembre 2020.
- Interview : « Les enjeux de l'élection présidentielle américaine », invité du Journal et rubrique « 3 questions à... », RCF, 3 novembre 2020.
- Interview : « Les nouvelles annonces d'Emmanuel Macron pour lutter contre le Covid 19 », invité du Journal et rubrique « 3 questions à... », RCF, 16 octobre 2020.
- Interview : « La Barbade veut se passer de l'Angleterre », interview donné dans l'émission « Tout un monde », RTS (Radio Télévision Suisse), 18 septembre 2020.
- Interview : « Les annonces d'Emmanuel Macron pour une nouvelle étape du quinquennat », invité du Journal et rubrique « 3 questions à... », RCF, 16 juin 2020.
- Interview : « Covid-19 : le Royaume-Uni impose une quatorzaine aux voyageurs étrangers », Dossier de la rédaction, Pauline de Torsiac, RCF, 9 juin 2020.
- Interview : « La reprise des négociations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne », invité du Journal, RCF, 20 avril 2020.
- Interview : « Les résultats du premier tour des municipales 2020 et la situation sanitaire », journal, RCF, 16 mars 2020.
- Interview : « La tendance sans étiquette aux municipales 2020 », invité de la Matinale, RCF, 13 mars 2020.
- Interview : « Quel avenir pour les relations entre le Royaume-Uni et l'Europe ? », invité du Journal, Judaïques FM, 3 février 2020.
- Interview : « Brexit day in the UK », Dossier de la rédaction, Pauline de Torsiac, RCF, 31 janvier 2020.

- Interview : « Les élections législatives au Royaume-Uni », invité du Journal, Radio J, 12 décembre 2019.
- Interview : « Le point sur le Brexit à 10 jours des élections législatives », invité du Journal, Judaïques FM, 2 décembre 2019.
- Interview : « L'adoption de l'amendement Letwin et le report du débat sur l'accord entre le Royaume-Uni et l'Union européenne », invité du Journal, RCF, 21 octobre 2019.
- Interview : « Signature d'un nouvel accord de sortie de l'Union européenne : que va-t-il se passer maintenant ? », Radio J, 18 octobre 2019.
- Interview : « Brexit : l'épilogue d'un feuilleton sans fin ? », Dossier de la rédaction, Pauline de Torsiac, RCF, 17 octobre 2019.
- Interview : « Les conséquences de la prorogation du Parlement sur le Brexit », Radio J, 4 octobre 2019
- Interview : « Brexit : le Royaume-Uni se dirige-t-il vers un scénario catastrophe ? », Dossier de la rédaction, Pauline de Torsiac, RCF, 13 septembre 2019.
- Interview : « L'évolution de la crise politique au Royaume-Uni et ses conséquences sur le Brexit », Judaïques FM, 12 septembre 2019.
- Interview : « Les résultats des élections européennes », 27 mai 2019, TV 8 Mont Blanc sur (avec Max-Valentin Robert, doctorant à l'IEP de Grenoble) de 2:03 à 13:48 :
<https://www.youtube.com/watch?v=1kAaLNP66f4&feature=youtu.be>
- Interview : « Les enjeux du Brexit, à propos du référendum du 23 juin 2016 », France Bleu Pays de Savoie, 21 juin 2016.
- Interview : « L'usage de l'article 49 alinéa 3 pour la loi El Khomri », France Bleu Pays de Savoie, 12 mai 2016.
- Interview : « Les primaires en France et aux États-Unis », France Bleu Pays de Savoie, 13 octobre 2016.
- Interview : « Les élections législatives, mode d'emploi », NRJ Alpes, 10 juin 2017.

Animation de l'émission mensuelle *Res Publica* sur RCF, saison 2020-2021 :

- « Pourquoi les élections départementales sont importantes ? », animation de l'émission *Res Publica*, RCF, 12 juin 2021.
- « La vaccination en Savoie », animation de l'émission *Res Publica*, RCF, 15 mai 2021.
- « Écologie et montagne », animation de l'émission *Res Publica*, RCF, 13 mars 2021.
- « La crise couve à l'université », animation de l'émission *Res Publica*, RCF, 13 février 2021.
- « Sénatoriales 2020 : analyses et enseignements », animation de l'émission *Res Publica*, RCF, 10 octobre 2020.
- « Une rentrée masquée et marquante », animation de l'émission *Res Publica*, RCF, 5 septembre 2020.

RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES

Responsabilités éditoriales

- Co-responsable de la chronique de gouvernance financière publique comparée (avec J. Germain et S. Schmitt), *Revue française de finances publiques*, depuis 2022 (11 livraisons avec 18 articles publiés).
- Membre du Comité éditorial de l'Observatoire du Brexit, *Groupe de recherche sur le Royaume-Uni et l'Union européenne post-Brexit* (dir. A. Antoine), depuis 2020.
- Fondateur et membre du comité éditorial de *Jurisprudence Revue critique* (édité par l'Université Savoie Mont Blanc et distribué par Lextenso), depuis 2010.

Expertises pour des revues (*peer review*)

- Jurimétrie (2023)
- JusPoliticum (2019, 2021, 2022)
- Jurisprudence Revue critique (2020)
- Politique européenne (2020)
- Revue Internationale de Droit Comparé – RIDC (2023)

- Revue Québécoise de Droit International- RQDI (2023)
- *The Interpreter and Translator Trainer* (2023)

Direction et coordination de projets scientifiques collectifs

- Projet « transfrontalier » (2024). Lauréat d'une subvention accordée par la Commission Recherche (Université Savoie Mont Blanc) pour un projet collectif porté avec Anne-Sophie Nardelli-Malgrand. Le projet vise à constituer une équipe de recherche pluridisciplinaire portant sur les relations transfrontalières et à définir un programme scientifique pluriannuel en partenariat avec les élus et les acteurs institutionnels du Grand Genève, de la Haute Savoie, de la Savoie et de l'Italie du Nord.
- Projet EGAI-UNITA (2023-2024). Lauréat d'un financement de l'Union européenne, le projet vise à proposer un outil juridique d'approfondissement des alliances universitaires européennes à la Commission européenne. Il s'agit, en particulier, de montrer en quoi le Groupement européen d'intérêt économique peut servir à cet approfondissement et servir de modèle à la création d'un Groupement européen d'intérêt académique. L'ensemble des universités de l'alliance UNITA participe au projet (Pau, Turin, Saragosse, Timisoara, Covilhã et Chambéry). Recrutement d'un post-doc en droit de l'UE : Louis-Marie Chauvel, Université de Rennes, 1^{er} septembre 2023 – 31 mars 2024.
- Projet ANGLO (2018-2023). Direction d'un projet soutenu par la SFFP et par le Centre de recherche en droit Antoine Favre portant sur les finances publiques des pays anglo-saxons. Dans le cadre du projet, trois séminaires de travail ont été organisés entre 2018 et 2022 (Chambéry, Montpellier et visioconférence) et la publication d'un ouvrage est prévue chez Mare et Martin en 2023 : « Les finances publiques des pays anglo-saxons. Approche historique et juridique ».

Participation à des groupes/réseaux de recherche

- Directeur du Centre de recherche en droit Antoine Favre, Université Savoie Mont Blanc.
- Membre de la Chaire Droit public et politique comparés - Université Jean Monnet Saint-Etienne.
- Membre du Conseil d'administration de la Société française de Finances publiques (SFFP), ancien trésorier et membre du bureau (de 2017 à 2021), ancien responsable de la section Doctorants et Jeunes chercheurs (de 2009 à 2017). Organisation de « Journées des doctorants » (le 14 juin 2012 à l'université Paris 5 – Paris Descartes, centre Maurice Hauriou ; 26 mars 2014 et 23 juin 2017 à l'université Lille 2).
- Membre associé du Centre d'études en traduction juridique et institutionnelle (*Transius*) – Université de Genève
- Membre associé du Centre d'Études Constitutionnelles - Université Jean-Moulin, Lyon III
- Membre de l'Association française de Droit Constitutionnel
- Membre de la Société de Législation Comparée

Membres de jury de prix de thèse

- Membre du jury du prix de thèse de la SFFP 2023 (remis à Lyon le 28 juin 2023). Présidence : Jean-Luc Albert.

PÉDAGOGIE ET FORMATION

Direction de diplômes

• **Co-fondateur et co-responsable du master mention droit international, parcours droit transfrontalier**, Faculté de droit, Annecy, Université Savoie Mont Blanc (depuis septembre 2021)

Diplômes dirigés par le passé

• **Co-fondateur et co-responsable de la double licence Droit / LEA**, Faculté de droit, Langues étrangères appliquées, Annecy, Université Savoie Mont Blanc (2018-2022)

• **Co-fondateur du double-diplôme Licence en droit / Licence en sciences politiques et relations internationales**, Faculté de droit, Université Savoie Mont Blanc et Université de la Vallée d'Aoste (2017-2022)

• **Responsable du Diplôme d'Université de droit français**, Faculté de droit, Université Savoie Mont Blanc (2009-2020)

• **Co-fondateur et co-responsable du Diplôme d'Université « Legal, economic and social studies »**, Faculté de droit, Université Savoie Mont Blanc (2017-2019)

• **Responsable de l'option double-diplôme du Master droit des affaires / LLM International Business Law**, Faculté de droit, Université Savoie Mont Blanc et Université de Montfort (Leicester, Royaume-Uni) (2014-2018)

• **Co-fondateur et co-directeur** du Master 2 Droit des obligations – spécialité Métiers du Droit et de la Justice (2006-2010) de la Faculté de Droit de Chambéry, Université Savoie Mont Blanc

COURS MAGISTRAUX, TRAVAUX DIRIGES, SEMINAIRES

Tableau récapitulatif des périodes et des établissements d'enseignement (titulaire ou contractuel) :

2001 / 2008	2008 / 2009	2009 / 2010	2010 / 2011	2011 / 2012	2012 / 2013	2013 / 2014	2014 / 2015	2015 / 2016	2016 / 2017	2017 / 2018	2018 / 2019	2019 / 2020	2020 / 2021	2021 / 2022	2022 / 2023	2023 / 2024	2024 / 2025
Université Savoie Mont Blanc																	
	IEP Grenoble																
	Université Pierre Mendès France Grenoble 2																
				Université Jean Moulin Lyon 3													
			Université de Genève														
									Université du Piémont Oriental (Alessandria, Italie)								
												IEP Pari s (Me nton)					
													UCL y (Ann ecy)				

Cours magistraux dispensés dans un établissement d'enseignement français ou étranger en 2024-2025

1. Université Savoie Mont Blanc (Faculté de Droit).

- cours de droit constitutionnel approfondi (M1 droit public), depuis 2017
- cours de contentieux constitutionnel (L3 double licence Droit / LEA), depuis 20
- cours de *finances publiques* (L2 droit), depuis 2006
- cours des finances publiques comparées (L2 double licence Droit / LEA et L2 Eco G, parcours science politique et relations internationales), depuis 2018
- cours de *Droit constitutionnel comparé* (L1 double licence Droit / LEA), de 2018 à 2020, puis depuis 2023
- cours de *American Constitutional Law* (L1, double licence Droit / LEA), depuis 2017

2. Université de Genève (Faculté de Traduction et d'Interprétation, unité d'anglais), chargé d'enseignement, depuis 2010.

- cours de *droit pour traducteurs* (*Legal theory, domestic law / international law, human rights, legal concepts*) (Maîtrise Traduction)

Cours dispensés par le passé

1. Université Savoie Mont Blanc (Faculté de Droit) : de 2001 à 2023 (allocataire-moniteur, ATER puis MCF)

- cours de *Droit constitutionnel* (L1 droit, AES), direction d'une équipe de 8 chargés de TD, de 2006 à 2015
- cours de *Régimes politiques français et comparés* (L1 Droit / LEA), de 2018 à 2020
- cours de *Libertés publiques* (L3 droit), 2006-2007
- cours de *Droit fiscal* (L3 droit), 2006-2010
- cours de *American Constitutional Law* (L2, droit), 2011-2021
- cours de *Introduction to Anglo-American Law* (M1, droit privé et droit public), 2007-2020
- cours de *Théorie du droit* (M2, Théorie générale du droit), 2006, (L3 droit), 2019-2020
- cours intitulé *Approches critiques du droit* (M1, droit privé et droit public), de 2015 à 2019
- cours de *systèmes politiques et territoriaux comparés* (M1 droit public), de 2008 à 2011
- cours de *droits et libertés fondamentaux* (IEJ), de 2009-2015
- cours de *contentieux constitutionnel* (M1 droit privé, M2 Métiers du Droit et de la Justice), de 2007 à 2018
- TD de *droit constitutionnel* (L1 droit), de 2001 à 2012
- TD de *finances publiques* (L2 droit, IEJ), de 2001 à 2008
- TD de *droit administratif* (L2 droit), de 2002 à 2008
- TD de *droit administratif spécial* (L3 droit), de 2002 à 2008

2. Sciences Po Grenoble (enseignant contractuel, 2008-2010)

- cours de *Finances publiques (nationales, locales et européennes)* (CPAG, 2008-2010)
- cours de *Finances publiques (nationales, locales et européennes)* (Master 2 Ingénierie juridique et financière, 2010-2012)

3. Université Pierre Mendès France – Grenoble II (Faculté de droit et EDSJ) 2008-2013 (enseignant contractuel)

- cours de *Constitutional law* (DU de Droit français)
- cours de *Financement de l'action publique* (Master 2 Administration et Droit de l'Action Publique)

4. Université Jean Moulin – Lyon III puis aussi Université de Saint-Etienne (Faculté de droit) 2011-2013 (enseignant contractuel)

Comparative Approach of Public Finance Systems (Master 2 Droit public financier)

5. Sciences Po Paris, collègue universitaire de Menton (2019-2020)

- cours « *French Constitutional Law: the Fifth Republic* », semestre d'automne.

6. Université Catholique de Lyon, Campus Alpes Europe – Annecy, 2020-2021.

- cours de *Constitutional law* (Diplôme universitaire *Common Law*)

Enseignements à l'étranger

Professeur invité

- **Université du Piémont Oriental, Alessandria (Italie).** Cours sur « *Constitutional history: France, the UK and the US* ». Professeur référent : Francesco Aimerito. Semestre d'automne 2021-2022.

- **Université du Piémont Oriental, Alessandria (Italie).** Cours sur « *Constitutional history: France, the UK and the US* ». Professeur référent : Francesco Aimerito. Semestre d'automne 2020-2021.

- **Université du Piémont Oriental, Alessandria (Italie).** Cours sur « *French constitutional history: the Origins of the French Political System (1789-2019)* ». Professeur référent : Francesco Aimerito. Interventions du 11 avril au 13 avril 2019 et du 23 mai au 25 mai 2019.

- **Université du Piémont Oriental, Alessandria (Italie).** Cours sur l'histoire constitutionnelle de la France (1789-1958) avec une perspective comparée (Royaume-Uni et États-Unis) et cours intitulé « *The Origins of the French Political System* ». Professeur référent : Francesco Aimerito. Interventions du 11 avril au 13 avril 2018.

Cours et séminaires lors de missions à l'étranger

Université Laval (Québec, Canada), 22-29 octobre 2024.

Interventions lors du séminaire d'Olivier Delas (Chaire Jean Monnet) intitulé « La saga judiciaire du Brexit (UKSC Miller 1-2017, CJUE Wightman-2018 et UKSC Miller 2 / Cherry-2019) » et « le Protocole sur l'Irlande du Nord »

Université de Turin (Italie), 9-10 octobre 2023.

Intervention dans le cours de Giulia Terlizi intitulé *Comparative Law / Legal English* sur *Comparative legislative Procedures* et *Judgment Drafting Styles* (2h) (cours de 1^{ère} année)

Intervention dans le cours de Dario Tosi intitulé *Fundamental Rights in Europe* sur *the constitutional protection of fundamental rights in France* (2h) (cours de 3^e année)

Université du Piémont Oriental, Alessandria (Italie), avril-mai 2020

Cours sur « *French constitutional history: the Origins of the French Political System (1789-2019)* ». Professeur référent : Francesco Aimerito. Interventions en avril-mai 2020 (20h) (cours de 2^e année)

Université de Turin, (Italie), 6-7 mars 2020 (en visioconférence en raison de la pandémie de Covid 19)

Cours sur le Brexit et le droit constitutionnel (4h) (cours de 2^e année)

Université de Montfort (Faculty of Law), Leicester, Royaume-Uni, 18-22 février 2008.

Cours sur *Administrative law, a continental case law* (4h)

Université de Glasgow (School of Law), Glasgow, Royaume-Uni, 28 mai- 1^{er} juin 2012, 18-22 mars 2013.

Cours de *Introduction to French law* (5h) (toutes années de premier cycle)

Manchester Metropolitan University (Law School) Manchester, Royaume-Uni, 15-19 décembre 2014.

Cours sur *Britain and France's sovereignty in the context of the EU* (4h) (cours de 3^e année)

Formations professionnelles, séminaires doctoraux, universités d'été (ou d'hiver)

Université d'été et d'hiver

- organisation d'une université d'été de droit comparé. Introduction aux droits anglais, italien, espagnol et suisse (Stephen Levett de l'Université de York (Royaume-Uni); Dario Tosi de l'Université de Turin (Italie); Eimys Ortiz de l'Université de Lleida (Espagne) et Olivier Gaillard de l'Université de Genève (Suisse), Annecy, Faculté de droit de l'Université Savoie Mont Blanc, 7-10 juin 2022.

- co-organisation matérielle de l'université d'été de la Société française de Finances publiques (avec R. Bourrel, X. Cabannes, M. Conan, E. Douat, A. Rosa, C. Viessant), séminaire sur « Repenser les finances européennes », colloque annuel « Singularité(s) des finances de la défense et de la sécurité », séminaires « Légitimité », ANGLO et atelier des doctorants, Université de Montpellier, 1^{er}, 2 et 3 juillet 2019.

- organisation d'une université d'été de droit comparé. Introduction aux droits anglais, allemand et italien (John Peake de l'Université de Bristol (Royaume-Uni); Francesco Aimerito de l'Université du Piémont Oriental (Italie); Sarah Willenbacher de l'Université de Mayence (Allemagne), Annecy, Faculté de droit de l'Université Savoie Mont Blanc, 3-7 juin 2019.

- co-organisation matérielle de l'université d'été de la Société française de Finances publiques, séminaire sur « Constitution et finances publiques » (avec R. Bourrel, X. Cabannes, S. Kott, A. Pariente, A. Rosa, C. Viessant), colloque annuel « Données et chiffres des finances publiques » et atelier des doctorants, Université de Poitiers, 27, 28, 29 juin 2018.

- animation d'un séminaire d'une semaine sur « *Separation of powers* » avec Justice Antonin Scalia (Cour suprême américaine) et le professeur Walter Haller, université d'été annuelle organisée par l'Université de Duke (Caroline du Nord – États-Unis), en partenariat avec l'Université de Genève, Genève, Duke-Geneva Institute in Transnational Law, 12-19 juillet 2011.

- cours sur « la sélection des candidats à l'élection présidentielle française : entre parrainages et primaires », *winter school* annuelle organisée par l'Université de Turin et l'Université de la Vallée d'Aoste, Analyse des régimes semi-présidentiels (« *analisi delle forme di governo semipresidenziali* », Aoste, 15 février 2017.

- intervention sur « Le Brexit : une question de droit constitutionnel, L'impact du Brexit sur la constitution britannique », (par visioconférence), École d'automne sur « l'Union européenne, Enjeux et défis contemporains », organisée par la Chaire Jean Monnet en intégration européenne de l'université Laval Québec, 30 octobre 2017.

Séminaires pour doctorants

1. Semaine doctorale intensive de l'École de droit de Sciences Politiques Paris, co-organisée par l'École de droit de Sciences Po Paris et l'université de Paris Ouest Nanterre La Défense (juin 2013, juin 2014 et 15-19 juin 2015, 11-17 juin 2016, 19-23 juin 2017).

- Participation et animation d'ateliers (droit comparé, langue et droit, traduction juridique)

2. Responsabilité d'un séminaire « Anglais et droit » à l'École Doctorale des Sciences Juridiques, Université Pierre Mendès France, Grenoble 2 (2010-2014)

3. Organisation de journées et séminaires des doctorants de la Société française de Finances publiques.

- Journée des doctorants en finances publiques et droit fiscal dans le cadre de la SFFP le 23 juin 2017 à l'université Lille 2.

- Journée des doctorants en finances publiques et droit fiscal dans le cadre de la SFFP le 26 mars 2014 à l'université Lille 2.

- organisation d'un séminaire sur le contentieux constitutionnel financier au Conseil constitutionnel en présence du conseiller Denoix de Saint-Marc (3 octobre 2012)

- Journée des doctorants en finances publiques et droit fiscal dans le cadre de la SFFP le 14 juin 2012 à l'université Paris 5 – Paris Descartes, centre Maurice Hauriou.

Formation professionnelle organisée par le Barreau de Chambéry

- Formation sur « La Question Prioritaire de Constitutionnalité », Chambéry, 18 février 2011.

- Formation sur « La notion de liberté fondamentale au sens de l'article L 521-2 CJA », Chambéry, 16 mai 2008.

Formation professionnelle organisée par les Nations-Unies, Genève

- *Introduction to common law and civil law systems: criminal procedure*, à destination des interprètes, Service Linguistique, Organisation des Nations Unies, Genève, 15, 22 et 26 juin 2020 (en visioconférence).

- *Introduction to common law and civil law systems and criminal law and criminal procedure*, à destination des interprètes, Service Linguistique, Organisation des Nations Unies, Genève, 19, 26 septembre, 3, 10, 17 octobre 2018.

- *Introduction to common law and civil law systems: criminal procedure law*, à destination des traducteurs des sections d'anglais et de français, Service Linguistique, Organisation des Nations Unies, Genève, 2, 9, 16, 23, 30 octobre 2017.

Organisation de conférences à destination des étudiants et des enseignants/chercheurs

- conférence « L'État ne peut pas tout face aux défis des transitions ? Ce qu'en dit le droit public », Fabien Bottini, professeur à l'Université Le Mans, Université Savoie Mont Blanc, 14 février 2025.

- conférence sur l'ouvrage « Philosophe du droit », David Mongoin, professeur de droit public à l'Université Jean Moulin Lyon 3, Université Savoie Mont Blanc, Chambéry, 24 juin 2024.

- conférence sur « la mobilité transfrontalière genevoise », Sandrine Faivre-Perret, Nicolas Ferru, Jean-Pierre Rousselle (Chambre régionale des comptes Auvergne, Rhône-Alpes), Université Savoie Mont Blanc, 2 avril 2024.

- conférence sur « les infrastructures de transport transfrontalières », Aurélien Camus, Université Paris X-Nanterre, Annecy - Chambéry, Université Savoie Mont Blanc, 22 mars 2024, par visioconférence.

- conférence « Les structures administratives transfrontalières : une rupture par rapport aux représentations classiques du droit public ? », Philippe Coleman, professeur à l'Université Bretagne Sud, Université Savoie Mont Blanc, 15 mars 2024, par visioconférence.

- conférence « *The UK Parliament, Democracy and the Rwanda Legislation* », Adam Tucker, professeur associé à l'Université de Liverpool, Université Savoie Mont Blanc, 4 mars 2024, Annecy puis Chambéry.

- conférence « La montée en puissance de la déontologie publique », J.-F. Kerléo, professeur de droit public à l'Université Aix-Marseille, Université Savoie Mont Blanc, Chambéry, 10 juillet 2023.

- conférence sur « les infrastructures de transport transfrontalières », Aurélien Camus, Université Paris X-Nanterre, Université Savoie Mont Blanc, 24 février 2023, Annecy, par visioconférence.

- Présentation de la conférence du président Bernard Accoyer à l'occasion des 60 ans de la constitution du 4 octobre 1958 et animation d'un débat avec le public, Institut d'Administration des Entreprises, Université Savoie Mont Blanc, 11 octobre 2018, Annecy-le-Vieux.

- « Le bijuridisme au Cameroun », Christopher Tamasang, professeur à l'Université Yaoundé II (Cameroun), 11 mars 2019, Annecy.

- deux conférences de Dario Tosi, professeur à l'Université de la Vallée d'Aoste intitulées « La constitution italienne : réflexions d'actualité », « Introduction au droit italien : les sources du droit », 28 janvier 2019, Annecy.

- deux conférences de Marianne Mamane, doctorante aux universités de Mayence et de Francfort intitulées : « La constitution allemande et le droit de la famille », « Introduction au droit allemand », 24 septembre 2019, Annecy.

- conférence (dans le cadre de mon cours de Contentieux constitutionnel et européen) sur « La justice constitutionnelle en Europe : réflexions sur le modèle italien », Dario Tosi, professeur associé à l'Université de la vallée d'Aoste, 24 mars 2017, Chambéry.

- conférence sur le Brexit, Dominique Lauterburg (Manchester Metropolitan University), 18 mars 2017, Chambéry.

- table ronde/débat : les attentats de Charlie hebdo et les libertés publiques. Participants : Clément Bénébaz (université Savoie mont Blanc), Alexandre Guigue et Dominique Lauterburg (Manchester Metropolitan University), 18 mars 2016, Chambéry.

- conférence sur le régime politique de la Roumanie, Claudia Gilia-Barboiu, Faculté de Droit et Sciences Sociales et Politiques de l'Université Valahia de Targoviste, 26 septembre 2012, Chambéry.

- conférence sur le droit de l'environnement, Bouchra Nadir, Université Mohammed V-Souissi, septembre 2010, Chambéry.

- conférences en cours de finances publiques (L2) « L'application de la LOLF dans l'Administration centrale », Laurent Lenoble, attaché, Ministère de l'Intérieur, février 2008 et 2009, Chambéry.

Jurys de thèses, d'HDR et de mémoires :

- Direction de thèse (soutenue) :

Casmil Batian, Les défis de la réforme de la gestion des finances publiques au Burkina Faso : contribution de la LOLF de 2015 à une bonne gouvernance financière, soutenue le 13 décembre 2022.

Jury : M. Bouvier, P. Cazals, M.-C. Esclassan, J. Germain (rapporteur), A. Guigue (directeur), S. Ouedraogo (codirecteur), C. Viessant (rapporteur et présidente).

- Directions de thèse (en cours) :

Marie Chamosset, L'évolution des services territoriaux de l'éducation nationale (thèse commencée en 2019), (avec S. Pina)

Brock Binder, Droit de l'environnement dans l'UE et aux États-Unis et leurs approches dans le contexte du droit international (thèse commencée en 2021)

- Participation à des jurys d'habilitation à diriger des recherches :

1. Errol Toni, « Les mutations du droit public en Afrique » (garant : J.-P. Markus), HDR, Université Paris-Saclay, 12 juillet 2023, président du jury.

2. Yerri Urban, « Citoyenneté et nationalité dans l'Empire colonial français 1789-1962 » (garant : O. Beaud), HDR, Université Paris 2, 25 septembre 2024, rapporteur.

- Participation à des jurys de thèse :

1. S. Kaloune, « L'application des conventions fiscales au service de l'investissement : cas des contrats internationaux » (dir. G. Orsoni), thèse, Université Aix-Marseille, 16 mars 2018, rapporteur.

2. Marie-Hélène Girard, « Expression, traduction et interprétation du droit pénal international : état des lieux et analyse du cas de génocide » (dir. J.-C. Gémard, F. Prieto Ramos), thèse, Université de Genève, 12 octobre 2020, juré (avec rapport).

3. Ahmed Alhammedi, « The Legislations of Value Added Tax in United Arab Emirates » (dir. X. Cabannes), thèse, Paris V René Descartes, 1^{er} septembre 2021 (visioconférence), rapporteur.

4. Pascal Guillon, « Le droit britannique face au terrorisme » (dir. D. Baranger), thèse, Paris II – Panthéon-Assas, 14 septembre 2021, rapporteur.

5. Morgane Bona-Pellissier, « Adéquation des décisions de traduction de la terminologie juridique en contexte institutionnel : analyse des traductions anglais-français de cinq termes illustratifs au sein de l'Organisation des Nations Unies, de l'Union européenne et de l'Organisation mondiale du commerce » (dir. F. Prieto Ramos), thèse, Université de Genève, 14 septembre 2023, juré (avec rapport).

6. Habiba Bhouri, « La régulation de la concurrence en France et en Tunisie à la lumière du droit européen » (dir. M. Saoudi), thèse, Université Jean-Moulin – Lyon 3, 12 décembre 2023, président du jury.

7. Mohamed Hanafi, La Cour des comptes algérienne au regard des juridictions françaises et des principes de l'INTOSAI », (dir. T. Debard), thèse, Université Jean-Moulin – Lyon 3, 23 mai 2024, rapporteur.

8. Rémi Poirot, « L'organisation institutionnelle et financière des métropoles du Grand Paris, du Grand Londres et de New York » (dir. M. Conan et E. Bottini), thèse, Université Paris 1, 18 juin 2024, rapporteur.

9. Heiva Sage, « Fiscalité polynésienne : une compétence historique au défi des spécificités locales » (dir. E. Douat), thèse, Université de Montpellier, 12 décembre 2024, rapporteur.

- Membre de Comités de suivi de doctorat à l'Université Savoie Mont Blanc (trois) et à l'Université Versailles Saint Quentin (un). Depuis 2023

- Direction de mémoires :

- « Le positivisme sociologique de Léon Duguit » (Chambéry, 2007)
- A. Gauthier, « Le consentement à l'impôt et la démocratie » (Lyon III, 2014)
- D. Etienne, « La règle des quatre temps alternés et sa relation avec les régimes politiques français (1814-1958) » (Grenoble, 2015)
- M. A. Reid, "*Translating* responsabilité civile extracontractuelle: *Studies on* dommage, cause, faute *and* réparation" (Genève, 2015)
- N. Rosenberg, "Translating judgments from the Conseil constitutionnel" (Genève, 2021)
- J. Khamis, "*Translating the subtitles of the series Spiral*" (Genève, 2021)
- J. Bindolo, "*The legal challenges of the European Green Deal*" (Chambéry, 2022)
- M. Bondoux, « L'impact de la *legaltech* sur la profession d'avocat » (Chambéry, 2022)
- V. Mims, "Examining Golden Apples of Discord: A Corpus-Based Revision of French-to-English Translations of Swiss Federal Supreme Court International Arbitration Judgments (2014-2021)" (Genève, 2022)
- Ch. Polk, "A Legal and Lexical Analysis of Non-profit Organizations' Governing Documents in the U.S.A., England, and France" (Genève, 2023)
- A. David, "Trading goods between the UK and the EU after Brexit" (Chambéry, 2023)

Mandat au Conseil national des universités (CNU, section 02) :

- Élu membre suppléant du CNU (Section 02) dans le collège A le 13 novembre 2023.
- Nommé membre suppléant du CNU (Section 02) dans le collège B par le ministère septembre 2018-septembre 2019.

Membre de comités de sélection, de comité consultatif, de commissions de recrutement et participation à des procédures de promotion individuelle :

- Expert externe dans la procédure de promotion au rang de professeur de Will Bateman, Université de Canberra (Australie), 2023. Promotion obtenue.
- Membre de Comités de sélection pour le recrutement de maître de conférences : Chambéry (2012, 2022), Grenoble (2012 et 2013), Lyon III (2010, 2012, 2013, 2016, 2017 et 2019).
- Membre du Comité consultatif de la Faculté de droit (recrutement ATER et composition des COS) (chaque année depuis 2010).
- Membre de commissions de recrutement de PRAG d'anglais (2011, 2014, 2023).
- Membre d'une commission de recrutement d'un PAST (sociologie) (2023).
- Membre d'une commission de recrutement d'enseignant contractuel et d'enseignant chercheur contractuel (histoire contemporaine, sciences de gestion, 2023)

Membres de jury de concours et d'examen :

- Membre du jury du concours externe d'entrée à l'Institut national du service public, 2024 (épreuve de questions à réponses courtes pouvant porter sur les finances publiques, sur les questions sociales ainsi que sur les questions européennes et internationales)
- Membre du jury du troisième concours d'entrée à l'Institut national du service public, 2022 (épreuve de finances publiques).
- Correcteur de l'épreuve de finances publiques du troisième concours d'entrée à l'École nationale d'administration, 2021.
- Président du Jury de l'examen d'entrée au CRFPA (avocats), IEJ de Chambéry, 2011.
- Membre de jury de Grand Oral de l'examen d'entrée au CRFPA (avocats), IEJ de Chambéry, 2011-2014.

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES

Liste des responsabilités administratives actuelles :

- **Directeur du Centre de recherche en droit Antoine Favre** - Université Savoie Mont Blanc (depuis 2023)
- **Membre élu du Conseil d'administration** - Université Savoie Mont Blanc (depuis 2025)
- **Membre élu de la Commission des affaires générales du Conseil d'administration** - Université Savoie Mont Blanc (depuis 2025)
- **Membre de la Commission des relations internationales - d'administration** - Université Savoie Mont Blanc (2009-2022)
- **Membre du Conseil de la Faculté de Droit de Chambéry**, Université Savoie Mont Blanc (2011-2016, 2020 à 2022, à nouveau depuis 2024)
- **Référent Legal Entity (Alliance universitaire) de 2021 à 2024** : entité juridique pour l'alliance UNITA.
Tâches : encadrement d'un travail de recherche d'étudiants des IRA (2022), travail sur les formes d'entités juridiques pour UNITA. Préparation de textes juridiques du GEIE UNITA, et propositions au comité gouvernance.

Responsabilités administratives passées :

- **Vice-doyen chargé des relations internationales** - Faculté de Droit de Chambéry, Université Savoie Mont Blanc (2012-2019 et 2020-2022)
- **Responsable des relations internationales** à La Faculté de Droit de Chambéry, Université Savoie Mont Blanc (2009-2012)
- **Chargé de mission pour l'Amérique du Nord auprès du Vice-Président Relations Internationales** de l'Université Savoie Mont Blanc (2012-2014)